

est l'admission de la Russie dans la Société des Nations. Il faut l'attribuer à l'esprit de coquetterie de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie pour les Soviets. Que la Grande-Bretagne, surtout, ait pu oublier les sages conseils d'un homme qu'il m'est bien souvent arrivé de combattre, sur le terrain politique, au cours de ma vie publique mais qui, parfois, devenait vraiment clairvoyant, c'est ce qui m'étonne. Je veux parler de Joe Chamberlain qui, en parlant des relations anglo-russes, disait un jour: "Si vous avez le diable pour convive, que votre cuillère ait le manche long". Aujourd'hui, non seulement dîne-t-on à la même table, mais on boit encore au même verre. Quant à moi, je ne suis pas disposé à appuyer mes lèvres à ces coupes salées. Je ne crois pas non plus que l'immense majorité des Canadiens, à quelque race, religion, ou parti qu'ils appartiennent, soient disposés à y appuyer leurs leurs parce qu'à l'heure présente et cette année, il plaît au gouvernement britannique, aux Français et aux Italiens, de chercher de nouveau à encercler l'Allemagne. Et dans quel but? Pour améliorer la civilisation? Pour préserver la liberté? Pour sauver les petites nationalités? Non. Mais pour faire de la Russie des Soviets l'arbitre de l'univers, pour renforcer l'emprise des Soviets au point que la Russie devienne la puissance dominante de l'est de l'Europe et de l'ouest de l'Asie. Je veux vous rappeler ces paroles un peu obscures de M. Motta: Songez à l'Extrême-Orient. Prenez connaissance des dépêches du jour et assistez à la joute que se livrent présentement Londres et Moscou, Varsovie, Paris et Rome. La pauvre Pologne est derechef traînée de droite à gauche, du nord au sud par les Teutons et par les Slaves, par les Italiens et par les Allemands, pendant que les Anglais élèvent une main protectrice, oui, protectrice des intérêts des leurs. Je ne leur en veux pas, mais je prends en pitié les pauvres nations de l'Europe que l'on tient ainsi dans un état de fièvre chronique; et je dis: Pour l'amour du Ciel préservons notre population, préservons notre jeunesse, préservons notre nation des conséquences de pareilles intrigues, de pareils changements de politique et de pareilles menaces de guerre.

Mais le pire de tout est ce que j'appellerai l'apostasie de la soi-disant chrétienté. Je regrette d'avoir à aborder la question de religion quand il s'agit d'affaires publiques; mais, en somme, pourquoi hésiterais-je à faire appel à ce qu'il y a de meilleur dans l'esprit et le cœur des hommes. Il est tout aussi impossible de gouverner le monde, de gouverner un pays, que de gouverner un individu sans faire appel à la religion, sans faire appel à la foi. J'allais jusqu'à prédire, l'an dernier, que nous ne résoudrions jamais nos problèmes d'ordre

[M. Bourassa.]

économique ou d'ordre social avant d'avoir rétabli chez notre population, dans le cœur de chacun de nous, dans chaque famille et dans chaque classe de la société, le respect de Dieu et des lois de Dieu. Pour la même raison il reste impossible de rétablir la loi des nations. Il est impossible, à coups de lois et de traités, par la force armée sur terre, sur mer, dans l'air ou sous la mer, il est impossible, par force brutale ou par diplomatie retorse, de rétablir l'ordre et la paix dans l'univers. Je veux encore ici citer une autorité qui n'est ni de ma race ni de ma religion. Ces lignes m'ont toujours hanté depuis que je les ai lues dans la *Vie de Gladstone*, par Marley. Gladstone était fidèle disciple de l'Eglise d'Angleterre, et sa biographie a pour auteur un nom conformiste devenu rationaliste déclaré. Au sujet de l'un des premiers incidents dans les affaires étrangères auxquels Gladstone avait été invité à se mêler, Morley a dit de lui:

M. Gladstone n'avait pas lu l'histoire pour rien. Il était au courant des maux qui ont suivi en Europe la chute de cette grande puissance spirituelle—qui fût à un moment donné, quoique avec tant de défécosités, une force préprimante de la violence, de l'anarchie et de l'injustice brutale. Il savait combien il était nécessaire de la remplacer de quelque façon, même par quelque chose d'aussi imparfait que la loi des nations.

Il y a quatre-vingts ans, Gladstone s'était rendu compte de la nécessité de faire reconnaître une loi des nations, même s'il s'agissait d'un instrument imparfait en comparaison de l'unité de la chrétienté telle qu'elle existait au moyen âge. Il s'était rendu compte, bien qu'il ne l'ait pas dit formellement, qu'en dépit des schismes religieux le christianisme demeurerait le seul grand principe à la base de l'ordre social, et ainsi qu'un autre grand homme d'Etat protestant l'avait déclaré un demi-siècle plus tôt, Burke dans son ouvrage intitulé *Réflexions sur la Révolution française*; Quelles que soient notre croyance et notre manière de voir sectaire, nous devons reconnaître que le pape demeure le chef du christianisme." Or, si c'était là l'opinion "d'un grand homme d'Etat chrétien" selon que Gladstone fût décrit par lord Salisbury après sa mort, ne pouvons-nous pas nous pénétrer de cette vérité et agir en conséquence? Mais que faisons-nous? Nous avons tacitement consenti au traité secret conclu à Londres au mois d'avril 1915, en vertu duquel l'Angleterre, la France et la Russie décidèrent d'exclure le pape de toutes les délibérations sur les affaires mondiales. Et pour quelle raison? C'est parce qu'à cette époque le gouvernement italien craignait que le pape ne soulevât la question du pouvoir temporel. A l'heure actuelle, cet obstacle est disparu puisque le